

Burundi : une magouille politico-financière derrière la crise énergétique ?

@rib News, 04/10/2011 Dans quatre mois, ce sera le paroxysme au Burundi ! Par Nzokira Jean Paul Le ministre de l'Énergie et des Mines vient de signer un contrat de production de l'énergie électrique avec la société PIVOTECH dernière s'est engagée à produire 25 mégawatts d'énergie thermique ici quatre mois. Bizarrement, c'est le même ministre a fixé pour voir la REGIDESO augmenter de nouveau les prix de l'eau et de l'électricité. Dans quatre mois, les tarifs de la REGIDESO vont augmenter de 200% ! Une aubaine pour cette société américaine PIVOTECH. Un contrat juteux qui va offrir pas mal de villas aux négociateurs burundais. Dans cette politique de magouilles honteuses, on peut garder dans le placard tous les projets de constructions des barrages hydroélectriques. Agissant aux critiques acerbes de la société civile dénonçant les augmentations de prix sauvages, le deuxième vice-président de la République avait tenté de calmer les esprits. Il avait expliqué que sans cette augmentation, il était impossible de produire la quantité d'énergie nécessaire au plan du gouvernement de tirer une grande partie du territoire des tribus. Mais on peut se demander si la population sans cesse appauvrie va pouvoir payer ces tarifs. L'énergie qui va être produite profitera à qui ? Il est vrai que le gouvernement actuel fait passer tout au forceps, puisqu'il a le prix de passeport, c'est maintenant le tour du laissez-passer avant d'enchâsser avec la carte d'identité informatisée. Le besoin d'argent et il doit le trouver par tous les moyens. O.B.R ne suffit plus avec ces tarifs élevés de douanement de marchandises puisque pas mal de commerçants jettent l'éponge. N'en déplaise donc aux bailleurs de fonds qui ont le robinet des appuis budgétaires. Tout Etat est une puissance et sait saigner, si nécessaire, ses citoyens bien aimés ! Les bailleurs de fonds vont se rendre compte que seul le peuple pâtit normalement de leurs conditionnalités. Quant à être impopulaire, le régime en place espère pouvoir se racheter le moment venu en 2015. Toujours au chapitre des scandales, nous dénonçons récemment un contrat de 15 millions de dollars signés entre la société chinoise Huawei et le ministre des Télécommunications. Il s'agit d'un marché de construction de la boucle métropolitaine du réseau optique. Comment avoir le culot d'attribuer un marché de grâces de 15 millions de dollars sans termes techniques et commission analyse ? Que cache cette folie du gouvernement burundais de brader 15 millions de dollars pour des travaux qui en valaient le tiers ? Qui a empêché une autre commission aussi faramineuse ? Est-ce le ministre des Télécommunications ou plutôt le président Pierre Nkurunziza ? Pendant que les faucons du régime s'enrichissent aux contrats scandaleux, le peuple tire le diable par la queue. Il craint pour sa sécurité. Il craint pour sa survie. Il est aux abois déjà. Mais dans quatre mois, ce sera le paroxysme. Les prix des carburants vont augmenter ; les tarifs de l'eau et de l'électricité vont être revus à la hausse ; la monnaie burundaise se déprécie chaque jour. Tout va être tellement que même les denrées de première nécessité seront inaccessibles au citoyen lambda. Seuls nos dirigeants pêcheurs en eaux troubles vont continuer à se frotter les mains. Nous continuons à nous demander si le Burundi n'est pas dirigé, depuis 2005, par des mercenaires sans scrupules, cupides et sanguinaires !